

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**RENOVALYS 5**

Société Civile de Placement Immobilier au capital de 28 077 883 €  
Siège social : 52 rue de Bassano, 75008 Paris  
804 240 307 R.C.S. Paris

**Avis de convocation**

Les associés de la SCPI Renovalys 5 sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le 26 mai 2025 à 14h30, au siège de la société Advenis Real Estate Investment Management, 52 rue de Bassano – 75008 Paris.

**L'ordre du jour est le suivant :**

1. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024
2. Quitus donné à la Société de Gestion
3. Quitus donné au Conseil de surveillance
4. Approbation des conventions visées à l'article L214-106 du code monétaire et financier
5. Affectation du résultat
6. Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution
7. Renouvellement du mandat de l'expert externe en évaluation
8. Pouvoirs à donner pour l'accomplissement des formalités

**Les associés de la SCPI RENOVALYS 5 seront appelés à voter sur le projet de résolutions à titre ordinaire suivant :**

**Première résolution** - L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport du conseil de surveillance, des rapports du commissaire aux comptes, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, ainsi que les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

**Deuxième résolution** - L'assemblée générale donne à la société de gestion quitus de sa mission pour l'exercice écoulé et lui renouvelle, en tant que de besoin, sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

**Troisième résolution** - L'assemblée générale donne quitus entier et définitif de sa mission au conseil de surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat.

**Quatrième résolution** - L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L214-106 du code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et en approuve le contenu.

**Cinquième résolution** - L'assemblée générale, sur proposition de la société de gestion, constate et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 de la manière suivante :

31/12/2024	Total	Par part
Résultat net	481 705,28€	73,31 €
Report à nouveau	38 392,63 €	5,84 €
Total distribuable	520 097,91€	79,15 €
Dividende	479 683,00€	73,00 €
Report à nouveau après affectation	40 414,91 €	6,15 €

En conséquence, le dividende unitaire par part en pleine jouissance pour l'exercice 2024 s'élève à 73,00 € (montant incluant 4,13 € par part de revenus financiers).

**Sixième résolution** - L'assemblée générale approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles sont présentées, à savoir :

31/12/2024	Valeur globale	Valeur par part
Valeur comptable	29 045 560,91 €	4 420,26 €
Valeur de réalisation	24 464 392,77 €	3 723,09 €
Valeur de reconstitution	29 893 470,00 €	4 549,30 €

**Septième résolution** - Le mandat de l'expert externe en évaluation étant arrivé à l'échéance, l'assemblée générale ordinaire prend acte de ce que la société de gestion propose de donner mandat pour une période de cinq exercices à la société VIF EXPERTISE 9 Rue de Châteaudun, 75009 Paris. Le cabinet VIF EXPERTISE est nommé en qualité d'expert externe en évaluation. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2029.

**Huitième résolution** - L'assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte sous seing privé constatant les décisions de l'assemblée générale ordinaire à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur qui en seraient la suite ou la conséquence.